

De : [Secrétariat Général](#)
À : [REDACTED]
Objet : Demande d'accès – 2609045-264
Date : 16 octobre 2026 14:56:18
Pièces jointes : [avis_recours.pdf](#)

Bonjour,

La présente a pour objet le suivi de votre demande d'accès reçue en date du 23 septembre 2026 visant à obtenir copie de la liste des permis de recherche archéologique délivrés par le ministère de la Culture et des Communications entre le 1er janvier 2018 et le 23 septembre 2026. Pour chaque permis, vous souhaitez obtenir :

- le numéro de permis et la nature de l'intervention (inventaire, fouille, surveillance, etc.);
- les dates d'intervention sur le terrain;
- le lieu d'intervention (municipalité et, si possible, désignation du site);
- le nom du titulaire du permis;
- le nom du mandataire ou chargé de projet responsable de l'intervention, à titre professionnel;
- le nom du promoteur ou client pour lequel l'intervention a été réalisée;
- le budget prévu ou accordé pour le projet, ventilé si possible selon les postes suivants : budget terrain (incluant les débours au terrain), budget de coordination, budget de laboratoire, budget de rapport, et tout autre poste consigné au dossier (par exemple : géomatique, arpentage, soutien administratif). Cette liste de postes est donnée à titre d'exemple et non de façon limitative; à défaut d'une ventilation par poste.
- la composition de l'équipe de recherche exprimée en nombre de personnes par catégorie : nombre de responsables, nombre d'assistants, nombre de techniciens et nombre de spécialistes affectés à l'intervention.

Nous avons procédé à l'examen de votre demande. Concernant les deux derniers points, veuillez noter que seul le montant global est disponible, car cette information n'est pas ventilée telle que décrite ci-dessus. De plus, la composition de l'équipe de recherche exprimée en nombre de personnes par catégorie n'est pas compilée au MCC.

Vous trouverez jointes à la présente lettre des copies des documents visés que nous détenons et qui peuvent vous être communiqués.

Toutefois, conformément à l'article 14 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (L.R.Q., c. A-2.1), ci-après Loi sur l'accès, certains documents ou certaines parties de documents ne vous sont pas communiqués parce qu'ils contiennent des renseignements qui sont visés par certaines restrictions prévues à la Loi sur l'accès. Nous nous appuyons pour ce faire sur les articles suivants :

- L'article 15 qui précise que le droit d'accès ne porte que sur les documents dont la communication ne requiert ni calcul, ni comparaison de renseignements.
- L'article 53 qui précise que les renseignements personnels sont confidentiels.
- L'article 54 qui précise que dans un document, sont personnels les renseignements qui concernent une personne physique et qui permettent directement ou indirectement de l'identifier.

L'article 59 qui précise qu'un organisme public ne peut communiquer un renseignement personnel sans le consentement de la personne concernée.

Conformément aux articles 51 et 135 de la Loi sur l'accès, nous vous informons que vous pouvez demander la révision de cette décision auprès de la Commission d'accès à l'information. Vous trouverez ci-jointe une note explicative à ce sujet.

Nous vous prions d'agréer nos meilleures salutations.

L'équipe de l'accès aux documents et de la protection des renseignements personnels,

Secrétariat général et bureau de la sous-ministre
Ministère de la Culture et des Communications
225, Grande Allée Est, bloc C, 1er étage
Québec (Québec) G1R 5G5

Téléphone : 418 380-2319, poste 7116
Courriel : secretariat-general@mcc.gouv.qc.ca

Seul le destinataire est autorisé à prendre connaissance de cet avis. Si vous n'êtes pas le destinataire du message, nous vous prions d'en informer l'expéditeur.